



Déclaration des élu(e)s

CGT Finances Publiques

au Comité Technique Local

Le CT emploi en deuxième convocation s'est tenu jeudi 13 janvier 2022. Les représentants CGT Finances Publiques n'ont pas participé à cette instance et souhaitent aujourd'hui par cette expression vous indiquer les raisons de ce choix.

Depuis de nombreuses années maintenant, notre administration poursuit les réformes et les suppressions d'emplois, au mépris de l'avis unanimement défavorable exprimé par les représentants des personnels à maintes reprises. Pour notre organisation syndicale, il est inacceptable de dégrader les conditions de travail de nos collègues en continuant de fragiliser notre administration fiscale, dans un contexte où l'accueil du public ne faiblit pas (et c'est tant mieux), la DGFIP déstructure son réseau et supprime des emplois, 21 906 Equivalents Temps Pleins supprimés depuis l'année 2012 et près de 30000 en 15 ans soit 26.21% des effectifs sur cette période (environ 210 emplois en 15 ans sur notre département) et fragilise l'exercice de nos missions.

Répartition des suppressions d'emploi au niveau local et national :

Années	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Total
Suppressions Nationale	2565	2667	2438	2023	1988	2000	2130	1630	1600	2130	1500	1800	1506	25977
Suppressions Locales			18	10	14	13	20	30	9	12	17	12	4	159

De plus en plus de contractuels sont embauchés en lieu et place des emplois de fonctionnaires assermentés. C'est la privatisation de l'emploi public ! Nous ne pouvons accepter encore une fois de participer à cette mascarade où de énièmes suppressions d'emplois seront déclinées, mais où l'inquiétude des organisations syndicales et la détresse de nos collègues ne seront pas entendues.

Malheureusement, la Direction Générale, tout comme notre Direction Locale n'est pas décidée à entendre que d'autres choix sont possibles, à entendre que ces suppressions pèsent au quotidien dans les conditions de travail de nos collègues qui n'arrivent plus, bien souvent à trouver du sens à leurs missions et peinent à les gérer pour le dire simplement. Depuis maintenant trop longtemps, nous alertons la Direction sur des situations sensibles dans les services, mais notre Direction reste et demeure sourde. Depuis des années, les agents surcompensent ces suppressions par leur investissement, leur conscience professionnelle et leur attachement à rendre un service public de qualité, mais à quel prix ? Celui de notre santé. Cela ne peut plus durer.

Face à cette situation la CGT Finances Publiques n'est pas sans propositions, notre organisation syndicale **exige pour nos missions actuelles et celles à reconquérir, la création en urgence de plus de 30 000 emplois, en plus du remplacement des départs à la retraite, et la titularisation des contractuels en place !** Pour permettre ces changements des politiques d'emplois et de salaires il est temps, comme l'exige la CGT, de passer aux 32 heures hebdomadaires sans perte de salaire.

Lorsque de véritables discussions et négociations seront engagées sur le volet emploi, au niveau local comme au niveau national, la CGT Finances Publiques 87 et ses représentants pourront revenir discuter avec la Direction sur ce sujet.